

Unité départementale des Bouches du Rhône
16 rue Zattara CS 70248
13331 Marseille

Marseille, le 01/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE SA

123 BD de la Millière
CS 90108
13011 LA VALENTINE

D/SPR/CF/N°399/2024

Références : D-0071 MRT-2024

Code AIOT : 0006400651

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2023 dans l'établissement ARKEMA FRANCE SA implanté 123 Bd de la Millière CS 90108 - 13374 Marseille. L'inspection a été annoncée le 15/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE SA
- 123 Bd de la Millière CS 90108 - 13374 Marseille
- Code AIOT : 0006400651
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine ARKEMA de Marseille est une bio-raffinerie installée sur les rives de l'Huveaune depuis 1954 pour industrialiser la production de l'AMINO 11 (acide amino undécanoïque). Elle occupe une surface de 8,5 ha. Environ 300 personnes sont employées directement par ARKEMA sur l'usine de Marseille.

Actuellement, elle est autorisée pour une production annuelle de 26 000 tonnes d'AMINO 11 (2 400 tonnes en 1955 à son démarrage) et 25 000 tonnes de produits pour la chimie. Elle fonctionne en continu 24h sur 24 et 7 jours sur 7.

Les activités exercées par ARKEMA, dans son établissement de Marseille Saint Menet, relèvent du statut SEVESO (Seuil Haut) et de la Directive européenne IED sur les émissions polluantes.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

APC COV du 18 juin 2018, notamment l'Etude Technico-Economique de réduction des émissions prévue à l'article 10 et la surveillance environnementale.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	APC COV – Quantification – sources diffuses non fugitives	AP Complémentaire du 18/06/2018, articles 5 et 7	Sans objet
2	APC COV – Limitation – objectifs de réduction	AP Complémentaire du 18/06/2018, article 10	Sans objet
8	APC COV – Surveillance – Gestion des anomalies d'émissions atmosphériques	AP Complémentaire du 18/06/2018, article 17-2	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	APC COV – Limitation – Réduction du benzène colonnes CELLARIUS	AP Complémentaire du 18/06/2018, article 15-1	Sans objet
4	APC COV – Limitation – Réduction du benzène établissement	AP Complémentaire du 18/06/2018, article 15-2	Sans objet
5	APC COV – Limitation – Réduction des COV établissement	AP Complémentaire du 18/06/2018, article 15-3	Sans objet
6	APC COV – Limitation – Oxydateur thermique	AP Complémentaire du 18/06/2018, article 15-4	Sans objet
7	APC COV – Programme de surveillance environnementale	AP Complémentaire du 18/06/2018, article 17-1	Sans objet
9	APC COV – Bilans annuels	AP Complémentaire du 18/06/2018, article 19	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

En 2018, des arrêtés préfectoraux complémentaires ont été adoptés pour mieux encadrer et réduire les émissions de COV de plusieurs sites industriels des Bouches-du-Rhône. Cinq ans après, l'inspection du 27 septembre 2023 sur le site d'Arkema Saint-Menet visait à dresser un état des lieux de la mise en œuvre des mesures de réduction des émissions de COV et de la surveillance environnementale aux abords du site.

Concernant les mesures de réduction des émissions de COV, l'exploitant a confirmé avoir mis en place les mesures programmées dans le cadre de l'étude technico-économique remise en 2020. Une seule des mesures retenues initialement n'a pas été mise en œuvre, pour des raisons de faisabilité technique ; deux autres mesures sont en place mais sans avoir atteint un fonctionnement optimal. La mesure la plus significative en termes de réduction concerne l'ajout d'une étape de lavage des effluents gazeux à l'unité Bromuration, avant rejet à l'atmosphère par des événements : le lavage permet de récupérer et recycler dans le process certains composants volatils. Les émissions annuelles de

benzène ont ainsi été réduites d'un facteur 3 par rapport à 2018 (entrée en vigueur de l'APC COV). Concernant la surveillance environnementale, un point de mesure est déjà présent à l'est du site (La Penne-sur-Huveaune), opéré depuis plusieurs années par Atmosud. Un nouveau chromatographe a été installé à l'ouest du site, à l'été 2023 : il est aussi opéré par Atmosud. Au jour de la visite d'inspection, les effets des réductions d'émissions de COV constatées sur les installations de l'industriel restent difficilement perceptibles au niveau des capteurs, également impactés par le trafic routier de l'autoroute à proximité. L'ajout du nouveau capteur devrait permettre de mieux objectiver l'influence du site d'Arkema sur les niveaux de COV dans l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : APC COV – Quantification – sources diffuses non fugitives

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2018, articles 5 et 7
Thème(s) : Risques chroniques, COV
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 5 :</p> <p>L'exploitant quantifie les émissions associées aux sources caractérisées en application de l'article 4 du présent arrêté sur la base d'une méthodologie définie applicable à chaque équipement concerné et commune à tous les équipements du même type. La priorité est donnée aux méthodes basées sur la mesure directe des émissions.</p> <p>Il distingue, pour chaque source d'émission, la part de chaque COV émis, en quantifiant précisément les émissions de chaque COV CMR prioritaires tels que définis à l'article 2 du présent arrêté lorsque de telles substances sont susceptibles d'être rejetées.</p> <p>L'exploitant justifie la quantité émise calculée sur la base d'une corrélation avec des mesures in situ ou par une note détaillée sur la méthodologie retenue et le résultat obtenu.</p> <p>Cette note peut faire l'objet d'une tierce expertise sur décision de l'inspection des installations classées, conformément à l'article L.181-13 du Code de l'environnement.</p> <p>Article 7 :</p> <p>L'exploitant quantifie chaque année, les émissions de chacune des sources diffuses non fugitives caractérisées sur son établissement.</p> <p>Dans ce cadre, l'exploitant évalue également les émissions liées aux opérations de maintenance lorsque ces dernières sont à l'origine de fuites significatives.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a indiqué avoir établi, en lien avec un bureau d'études spécialisé, une méthodologie de mesure des émissions diffuses non fugitives au niveau des événements (en particulier les événements Cellarius).</p>
<p>Observations :</p> <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet à l'inspection la méthodologie mise en place afin de mesurer et quantifier les émissions diffuses non fugitives de COV (selon la nature de la source) sur l'ensemble du site, et caractériser pour chacune d'entre elle la part de COV CMR prioritaires.</p> <p>L'exploitant évaluera la possibilité de réaliser des mesures in situ à chaque fois que cela sera possible (notamment au niveau des émissions diffuses non fugitives), notamment en vue de corréler les valeurs obtenues par calculs.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 2 : APC COV – Limitation – objectifs de réduction

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2018, article 10
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant réalise, sous 2 ans à compter de la date de notification du présent arrêté, une étude technico-économique de réduction des émissions de COV CMR prioritaires et de COV identifiées dans le cadre du présent arrêté, en priorisant des actions de réductions sur les COV CMR prioritaires tels que définis à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Cette étude intègre également des propositions faites dans les études technico-économiques mentionnées aux articles 13, 14 et 15 du présent arrêté et propose un échéancier de réalisation de l'ensemble des mesures dont les délais n'excèdent pas 5 ans à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p>Cette étude technico-économique de réduction des émissions atmosphériques et le plan d'actions associées sont transmis à l'inspection des installations classées.</p>
Constats : <p>L'étude technico-économique de réduction des émissions de COV, prescrite par l'article 10 de l'APC COV, a été transmise à l'administration par courrier du 23 septembre 2020. Elle intègre une analyse coûts - bénéfices (montant des mesures de réduction par rapport aux gains attendus en termes d'émissions annuelles de COV et notamment de benzène), au regard de laquelle l'exploitant s'est positionné pour retenir ou non les mesures de réduction à mettre en œuvre. Les 13 mesures retenues s'accompagnaient toutes d'un échéancier de réalisation, au plus tard jusqu'à mi-2022 (pour deux des actions). Avec la mise en œuvre de ces mesures, l'exploitant s'attendait à une réduction des émissions de benzène d'environ 17 tonnes/an, et une réduction des émissions de COV d'environ 110 tonnes/an.</p> <p>Concernant les actions qui n'avaient pas été retenues en 2020 dans le cadre de l'ETE, l'exploitant a invoqué deux motifs principaux : d'une part le coût, et d'autre part des raisons techniques liées à l'exploitation de l'oxydateur thermique qui n'aurait pas été en capacité de traiter la totalité des flux envisagés. Quant à l'estimation des coûts des mesures, l'exploitant a indiqué qu'ils étaient basés sur les retours obtenus de la part des fournisseurs des équipements concernés.</p> <p><u>Mise en œuvre des mesures annoncées dans l'ETE :</u></p> <ul style="list-style-type: none">- L'exploitant a indiqué que, pour des raisons techniques, l'une des mesures (écran flottant dans un bac) ne pourrait pas être mise en œuvre. Par courrier du 12 octobre 2023, l'exploitant a justifié l'abandon de cette mesure en indiquant que le matériel avait été acheté « mais l'analyse de risque faite lors de la pose a conclu à un fort risque d'incompatibilité de matériaux ».- Pour une autre des mesures (stripping au niveau du bassin de lissage D2), l'exploitant a indiqué rencontrer des difficultés techniques pour optimiser son exploitation. Il estime cette mesure efficace en termes de réduction des émissions de COV, mais pas à la hauteur des réductions envisagées initialement en raison d'importantes durées d'indisponibilité (par exemple, lors de la reprise d'activité à l'issue du grand arrêt du printemps 2023).- Une autre mesure consistait à mettre en place un système de suivi de la teneur en xylène de résines, afin d'optimiser le process en continu de façon à limiter les émissions. L'exploitant a indiqué rencontrer des difficultés sur cette mesure : la prise d'échantillons a été installée, mais le système d'optimisation en continu n'est pas opérationnel, des tests sont toujours en cours. L'exploitant a toutefois indiqué qu'avec la prise d'échantillon, il effectue un suivi quotidien de la teneur en xy-

<p>lène sur ce bac, ce qui permet une optimisation à la journée (au lieu d'un suivi mensuel auparavant).</p> <p>- Les autres mesures programmées dans l'ETE ont été mises en œuvre d'après l'exploitant.</p>
<p>Observations :</p> <p>Sous un délai d'un mois, l'exploitant établit un bilan de la mise en œuvre des mesures de l'ETE retenues en précisant celles pour lesquelles il a rencontré des difficultés d'optimisation (le stripping au niveau du bassin de lissage D2 et la surveillance en continu de la teneur en xylène de résines). Il précise pour cela les gains en COVNM et COV CMR obtenus par la mise en œuvre des mesures de réduction des émissions depuis 2019 et par celles non encore réalisées et les actions envisagées (prochains investissements) afin de sécuriser et pérenniser ces dispositifs.</p>
<p>Type de suites proposées : Susceptible de suites</p>

N° 3 : APC COV – Limitation – Réduction du benzène colonnes CELLARIUS

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2018, article 15-1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, COV</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets de l'évent de chacune des deux colonnes CELLARIUS sont traités dans deux colonnes distinctes par lavage à l'acide undécylénique (C11).</p> <p>Cette mesure de réduction des émissions diffuses de benzène est mise en œuvre en deux phases :</p> <p>avant le 31/12/2019 : mise en place du traitement de l'évent de la 1ère colonne CELLARIUS ; avant le 31/12/2020 : mise en place du traitement de l'évent de la 2ème colonne CELLARIUS.</p> <p>Les émissions annuelles de benzène associées au fonctionnement des colonnes CELLARIUS ne dépassent pas les valeurs mentionnées dans le tableau qui suit :</p> <p>Année 2020 : 8 tonnes/an À compter de l'année 2021 : 4 tonnes/an</p> <p>L'étude mentionnée à l'article 10 du présent arrêté inclut la recherche d'une solution technique complémentaire de traitement des émissions résiduelles de benzène associées au fonctionnement des colonnes CELLARIUS.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les bilans annuels d'émissions de COV du site précisent les émissions annuelles en benzène et cyclohexane au niveau des événements Cellarius. Les VLE fixées à l'article 15-1 de l'APC COV sont respectées.</p> <p>Les objectifs de réduction inscrits dans l'étude technico-économique de réduction des COV, par la mise en œuvre du traitement par colonnes de lavage, ont été atteints.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : APC COV – Limitation – Réduction du benzène établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2018, article 15-2
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : Les émissions annuelles de benzène de l'établissement (émissions canalisées, diffuses, diffuses fugitives) ne dépassent pas les valeurs mentionnées dans le tableau qui suit : Année 2018 à 2021 : 25 tonnes/an À compter de 2022 : 10 tonnes/an
Constats : Les bilans annuels d'émissions de COV du site précisent les émissions annuelles en benzène et cyclohexane à l'échelle de l'établissement. Dans sa déclaration sur la plate-forme GERE, l'exploitant indique avoir émis 9,3 tonnes de benzène sur l'année 2022. Les VLE fixées à l'article 15-2 de l'APC COV sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : APC COV – Limitation – Réduction des COV établissement

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2018, article 15-3
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : Les émissions annuelles de COV exprimées en substances de l'établissement (émissions canalisées, diffuses, diffuses fugitives) ne dépassent pas les valeurs mentionnées dans le tableau qui suit : Année 2018 à 2021 : 220 tonnes/an À compter de 2022 : 180 tonnes/an
Constats : Les bilans annuels d'émissions de COV du site précisent les émissions annuelles en COV à l'échelle de l'établissement. Dans sa déclaration sur la plate-forme GERE, l'exploitant indique avoir émis 78 tonnes de COV sur l'année 2022. Les VLE fixées à l'article 15-3 de l'APC COV sont respectées.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : APC COV – Limitation – Oxydateur thermique

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2018, article 15-4
Thème(s) : Risques chroniques, COV
Prescription contrôlée : Le taux de fonctionnement de l'oxydateur thermique est au moins égal à 95 %. Chaque année, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées la justification du taux de fonctionnement de l'oxydateur thermique ainsi que la synthèse des actions réalisées afin de garantir ce taux de fonctionnement.
Constats :

Les bilans annuels d'émissions de COV du site précisent le taux de fonctionnement de l'oxydateur thermique. Pour 2022, l'exploitant a déclaré un taux de fonctionnement de 97,3 %. Le taux de fonctionnement minimal fixé à l'article 15-4 de l'APC COV est respecté.

L'exploitant a précisé que l'oxydateur thermique était principalement utilisé afin de traiter les émissions de COV issues des événements de l'unité Amination (90 % du flux traité provient de cette unité).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : APC COV – Programme de surveillance environnementale

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2018, article 17-1

Thème(s) : Risques chroniques, COV

Prescription contrôlée :

L'exploitant assure une surveillance environnementale des polluants atmosphériques au minimum sur le polluant prioritaire qu'est le benzène.

La surveillance de cette substance prioritaire en continu est mise en œuvre sous 1 an à compter de la date de notification du présent arrêté.

L'exploitant transmet, sous 10 mois à compter de la date de notification du présent arrêté, à l'inspection des installations classées, le programme de surveillance environnementale pour au minimum le benzène en définissant notamment les techniques de prélèvements et d'analyse, les emplacements des points de mesure, ...

De plus, ce programme de surveillance est complété par les substances pour lesquelles :

1-le niveau d'émission est supérieur aux seuils définis à l'article 63 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Les émissions diffuses sont prises en compte.

2-les résultats (initiaux ou mis à jour) de l'évaluation quantitative des risques sanitaires (EQRS) couplée à une première interprétation de l'état des milieux (IEM) - mettent en évidence la nécessité d'une surveillance environnementale. Cette EQRS est à considérer soit à l'échelle du seul établissement, soit à l'échelle d'une zone établissement (EQRS de zone).

Dans tous les cas, tous les 5 ans, le programme de surveillance fait l'objet d'une réévaluation (paramètres suivis, type de surveillance, emplacement des points de mesure, ...).

Ce programme de surveillance est basé sur le guide INERIS DRC-16-158882-12366 A de novembre 2016 relatif à la surveillance dans l'air autour des installations classées - retombées des émissions atmosphériques - Impact des activités humaines sur les milieux et la santé. La surveillance environnementale doit s'effectuer en priorité dans les matrices environnementales exposant directement la population par les voies d'inhalation et d'ingestion (air extérieur, matrices alimentaires, etc.) faisant l'objet de valeurs de gestion publique (valeur réglementaire air extérieur, objectif de qualité air extérieur, valeur réglementaire communautaire en vue de la commercialisation des denrées alimentaires, etc.).

En cas d'impossibilité technique, des mesures de surveillance de polluants atmosphériques dans les milieux directs d'exposition sans référence à des valeurs de gestion publique ou de surveillance dans des compartiments n'exposant pas directement les populations (retombées, bio-indicateurs, etc.) peuvent être utilisées.

Dans le cas de campagnes de surveillance ponctuelles, la durée cumulée de l'ensemble des prélèvements réalisés en un point est au minimum comprise entre 14 % (cas des dispositifs mobiles de mesures) et 33 % (cas de dispositifs fixes) de la durée de la période que l'on cherche à caractériser (soit respectivement 8 semaines et 18 semaines pour une période de caractérisation recherchée de 365 jours).

[...]

Constats :

Une station d'Atmosud est implantée à l'ouest du site d'Arkema, à La Penne-sur-Huveaune. La surveillance en continu du benzène est effective depuis plusieurs années déjà. Ce point avait déjà été vérifié lors d'une précédente visite d'inspection, le 6 novembre 2020.

Lors de la visite d'inspection du 27 septembre 2023, l'exploitant a indiqué qu'Atmosud avait mis en service une station de surveillance supplémentaire, implantée au nord-ouest de l'usine, depuis fin juin 2023. Elle était encore en phase de test lors de la visite d'inspection. L'exploitant a toutefois présenté les résultats transmis fin août par Atmosud. Il s'agit d'un chromatographe, "Marseille Saint-Menet", qui mesure les concentrations de certains polluants (dont le benzène) en continu. Ces données sont accessibles en quasi-temps réel sur le site Internet d'Atmosud, tout comme les données mesurées à la station de la Penne-sur-Huveaune. L'implantation de la nouvelle station a notamment été choisie au regard des résultats de l'IEM/EQRS de 2021.

L'exploitant a par ailleurs présenté la procédure n°P16-504 « Surveillance de nos émissions de COV », datée du 03/11/2020. Le programme de surveillance environnementale mis en place par Arkema cible le benzène. L'IEM/EQRS remise à l'inspection en février 2021 confirme la priorité donnée à ce polluant. Il convient de noter que depuis la réalisation de cette étude, l'exploitant a mis en œuvre différentes mesures visant à réduire ses émissions de COV (cf. point de contrôle n°2).

Toutefois, dans les bilans annuels, les effets des réductions d'émissions de COV constatées sur le site restent difficilement perceptibles au niveau des capteurs d'Atmosud, également impactés par le trafic routier de l'autoroute à proximité. L'ajout du nouveau capteur devrait permettre de mieux objectiver l'influence du site d'Arkema sur les niveaux de COV dans l'environnement.

Observations :

Dans le cadre de la réévaluation quinquennale du programme de surveillance, l'exploitant mettra à jour les informations concernant la mise en place de la nouvelle station de surveillance du benzène aux abords du site.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : APC COV – Surveillance – Gestion des anomalies d'émissions atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2018, article 17-2

Thème(s) : Risques chroniques, COV

Prescription contrôlée :

Afin d'avoir une vision dynamique des pics de pollution et des actions qui peuvent être menées face à ces situations ponctuelles, l'exploitant, au regard des valeurs de référence (bruit de fond, VTR, valeurs guides, seuils olfactifs...), définit pour chaque polluant surveillé les valeurs pour lesquels il considère une mesure comme anormale et nécessitant une action de réduction des émissions.

Dès notification du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre des actions correctives associées en cas de dépassement pour les substances mesu-

rées par rapport à ces valeurs de référence, y compris pour les mesures réalisées par le réseau de mesure de la qualité de l'air.

Sous un an à compter de la date de notification du présent arrêté, l'exploitant définit une méthodologie de gestion des anomalies des émissions atmosphériques permettant de :

- de formaliser la transmission de l'information des anomalies mesurées (fiche type par exemple, mailing,) ;
- déterminer l'origine de l'anomalie et de corrélérer le cas échéant les mesures observées avec les données d'autosurveillance, les périodes de dysfonctionnement des installations potentiellement émettrices (fuite d'équipement, indisponibilité d'installations de traitement) ;
- proposer et mettre en œuvre des mesures de réduction des effets sur la santé des populations ;
- proposer et mettre en place un suivi renforcé pour suivre l'efficacité des mesures définies.

Cette gestion des anomalies est à mettre en œuvre dès démarrage de la surveillance environnementale, telle que mentionnée à l'article 17.1 supra.

Constats :

L'exploitant a présenté la procédure n°P01-106 « Traitement des dysfonctionnements internes ». La procédure P16-504, de surveillance des émissions de COV, fait également référence à cette procédure. C'est en effet cette dernière qui définit les seuils d'alerte retenus relativement aux concentrations en benzène mesurées dans l'environnement du site :

- seuil de 10 µg/m³ en moyenne journalière,
- seuil de 5 µg/m³ en moyenne hebdomadaire.

Lorsque l'un de ces seuils est dépassé, la procédure prévoit la transmission d'une fiche d'information à la DREAL ainsi qu'une recherche de l'origine de l'anomalie sur le site. Il convient de rappeler que l'autoroute A50 est aussi susceptible d'être à l'origine de concentrations élevées en benzène.

Les bilans annuels récapitulent également le nombre d'événements au cours desquels les concentrations en benzène mesurées à la station Atmosud située à l'Est du site (La Penne-sur-Huveaune) a enregistré des valeurs supérieures aux seuils de 5 µg/m³ hebdomadaire et 10 µg/m³ journalier.

L'exploitant a expliqué qu'il était alerté par des mails automatiques de la part d'Atmosud en cas de dépassement du seuil de 10 µg/m³ à l'échelle des données horaires. Ces mails sont transmis aux cadres d'astreinte, aux contremaîtres et aux chefs de service. Au jour de la visite d'inspection, ces alertes ne sont régies par aucune convention entre Atmosud et Arkema. L'exploitant a indiqué que cette information visait à mettre en alerte les équipes, pour aider à détecter de possibles dysfonctionnements des installations, mais il n'a pas mis en place de procédure visant à traiter ces alertes de façon homogène. Ces alertes sont archivées et comptabilisées, mais elles ne donnent pas lieu à des actions spécifiques.

Observations :

Sous un délai d'un mois, l'exploitant transmet à l'inspection une procédure pour formaliser le traitement des alertes horaires reçues d'Atmosud et les actions qui en découlent (mesures de réduction notamment).

Il transmet de plus la procédure P01-106 vue lors de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

N° 9 : APC COV – Bilans annuels

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 18/06/2018, article 19

Thème(s) : Risques chroniques, COV

Prescription contrôlée :

Le bilan annuel des actions prévues au présent arrêté est transmis à l'inspection au plus tard à la fin du mois de mars de l'année n+1. Il comprend les évolutions par rapport aux années précédentes et la synthèse commentée des actions annuelles associées à la réduction des émissions atmosphériques et de la surveillance environnementale définie à l'article 17 du présent arrêté.

Constats :

L'inspection reçoit chaque année les bilans annuels. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté le bilan 2022.

Il a notamment indiqué que les émissions canalisées représentaient moins de 5 % des émissions en COV/benzène du site, alors que les émissions diffuses non fugitives (événements...) représentaient plus de 80 % des émissions.

Type de suites proposées : Sans suite